



À:

M. Rodrigo Duterte, Président de la République

CC:

M. Diosdado M. Peralta, juge en chef de la Cour suprême des Philippines

M. Menardo Guevarra, secrétaire du ministère de la Justice

**Board**

Maha Abdullah  
*Cairo Institute for Human  
Rights Studies,  
Palestine*

M. Jose Luis Martin Gascon, Président de la Commission des droits de l'homme

Mme Mary Lawlor, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains

Binota Moy Dhamai  
*Asia Indigenous Peoples Pact,  
Thailand*

Dr Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Irene Escorihuela Blasco  
*Observatori DESC,  
Spain*

Mme Fionnuala Ní Aoláin, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme

Priyanthi Fernando  
*International Women's Rights  
Action Watch Asia Pacific,  
Malaysia*

Fernanda Hopenhaym  
*Project on Organizing,  
Development, Education, and  
Research,  
Mexico*

24 Août 2020

Votre Excellence:

Ryan Schlieff  
*International Accountability  
Project,  
USA*

Le Réseau-DESC- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels est le plus grand réseau mondial d'organisations et de défenseurs voués à la réalisation de la justice économique, sociale, culturelle et environnementale par le biais des droits humains, composé de plus de 280 membres organisationnels et individuels dans 75 pays.

S'bu Zikode  
*Abahlali baseMjondolo,  
South Africa*

Chris Grove  
*Executive Director*

Nous vous écrivons pour vous exprimer notre profonde préoccupation face aux récents meurtres d'éminents défenseur-euses des droits humains, Randall «Ka Randy» Echanis et Zara Alvarez aux Philippines.

Randall «Ka Randy» Echanis a été co-fondateur de l'organisation membre du Réseau-DESC Karaptan et militant des droits humains pour la justice sociale et économique aux Philippines, travaillant en particulier sur la réforme agraire au profit des populations rurales défavorisées du pays. Nous avons été informés que Randall «Ka

Randy» Echanis a été brutalement assassiné vers 1h30 du matin le 10 août 2020, lorsque cinq suspects sont entrés dans son appartement de Novaliches, à Quezon City. M. Echanis aurait été poignardé à mort et son voisin Louie Tagapia aurait également été tué dans l'incident.

Zara Alvarez était une défenseuse des droits humains de longue date. Elle était présidente d'Anakbayan-Negros, et auparavant secrétaire générale adjointe de BAYAN-Negros ainsi que directrice de la campagne et de l'éducation de Karapatan Negros. Dans la nuit du lundi 17 août 2020, elle a été tuée par balle par des inconnus dans le quartier de Mandalagan de la ville de Bacolod. Zara Alvarez avait précédemment dénoncé des menaces de mort proférées par le biais d'appels téléphoniques anonymes à son encontre.

Randall «Ka Randy» Echanis et Zara Alvarez avaient été qualifiés de terroristes par les autorités en 2018, une liste qui comprenait également l'ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones Victoria Tauli-Corpuz, qui est la fondatrice et la directrice exécutive de la Fondation Tebtebba, un autre membre du Réseau-DESC. Leurs noms ont ensuite été retirés de la «liste du terrorisme». De même, ils avaient tous deux déjà été emprisonnés pour leur travail légitime en faveur des droits humains.

En mai 2019, Karapatan a déposé devant la Cour suprême des Philippines une demande de recours en amparo et en habeas data pour obtenir une protection juridique contre les menaces, le harcèlement et d'autres violations des droits humains. Zara Alvarez et un autre défenseur des droits humains de Karapatan, Ryan Hubilla, étaient censés faire partie de ceux qui étaient sur le point de fournir des témoignages en relation avec ladite demande. Malheureusement, la Cour d'appel a rapidement rejeté la requête et elle est actuellement examinée par la Cour suprême. Peu de temps après le rejet de la pétition, les responsables nationaux de Karapatan, dont la secrétaire générale Cristina Palabay, ont été confrontés à des accusations malveillantes et sans fondement auxquelles ils continuent de répondre à ce jour devant le tribunal. Malheureusement, Zara et Ryan ont été tués, avant que la demande ne puisse être accordée en temps voulu.

Ces attaques semblent faire partie d'un schéma plus large d'attaques contre les défenseurs des droits humains aux Philippines. Les Philippines ont été désignées à plusieurs reprises comme l'un des pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs des droits humains.

Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publié en juin 2020 a mis en évidence une série de graves violations des droits humains, notamment les meurtres

systematiques et généralisés de défenseurs des droits humains aux Philippines, en toute impunité.<sup>1</sup> En avril 2020, neuf rapporteurs spéciaux de l'ONU ont exprimé leur préoccupation concernant les meurtres, les menaces, les détentions et la criminalisation de défenseurs des droits humains aux Philippines.<sup>2</sup> Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les rapporteurs spéciaux de l'ONU ont tous deux recommandé la mise en place d'une enquête internationale indépendante sur les violations des droits humains aux Philippines. De même, de récents rapports de Global Witness<sup>3</sup> et de Front Line Defenders<sup>4</sup>, membre du Réseau-DESC, montrent qu'en 2019, seule la Colombie a dépassé les Philippines en termes de meurtres de défenseurs des droits humains dans le monde.

Ces meurtres se produisent dans un contexte d'hostilité extrême envers les défenseurs des droits humains exprimée à travers des campagnes de diffamation et des discours néfastes des plus hauts niveaux du gouvernement, y compris le soi-disant «marquage rouge» ou la qualification de communistes ou de terroristes. Plusieurs défenseurs des droits humains «étiquetés en rouge» ont par la suite été tués ou ont reçu des menaces de mort ou des menaces de violence sexuelle. De même, de nombreux défenseurs des droits humains risquent d'être criminalisés pour leur travail légitime en faveur des droits humains. La loi antiterroriste nouvellement promulguée soulève de sérieuses préoccupations concernant la protection des droits humains et accorde au gouvernement des pouvoirs excessifs et incontrôlés pour réprimer les menaces présumées sur la base d'une définition vague et nébuleuse du terrorisme.

Nous souhaitons rappeler que le Gouvernement des Philippines a l'obligation de promouvoir, respecter, protéger et réaliser les droits humains conformément aux normes internationales et aux lois nationales.

Plus précisément, en tant qu'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), les Philippines sont tenues de respecter, entre autres, les droits humains suivants: le droit à la vie; le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, y compris le droit de ne pas être arrêté ou détenu arbitrairement; et les droits à une procédure régulière et à l'égalité devant les tribunaux, y

---

<sup>1</sup> <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/PH/Philippines-HRC44-AEV.pdf>

<sup>2</sup> <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25149>

<sup>3</sup> <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/global-witness-records-the-highest-number-of-land-and-environmental-activists-murdered-in-one-year-with-the-link-to-accelerating-climate-change-of-increasing-concern/>

<sup>4</sup> [https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/french\\_-\\_global\\_analysis\\_2019\\_web.pdf](https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/french_-_global_analysis_2019_web.pdf)

compris le droit à une audience équitable et publique par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi.

Nous rappelons également la Déclaration des Nations Unies sur les droits des défenseurs des droits humains, qui établit les obligations, entre autres, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de chacun contre toute violence, menace, représailles ou toute autre action arbitraire résultant de sa ou ses actions pour défendre et promouvoir les droits humains. Cela inclut l'interdiction de la criminalisation des défenseurs des droits humains, un abus bien connu des systèmes de justice pénale visant à réprimer la dissidence. Une telle criminalisation a été condamnée par les organes internationaux de défense des droits humains.<sup>5</sup>

Compte tenu de la gravité de la situation, nous appelons le gouvernement des Philippines à :

- 1) Arrêter les meurtres de défenseurs des droits humains.
- 2) Mener des enquêtes rapides, indépendantes et impartiales sur les meurtres de Randall «Ka Randy» Echanis et Zara Alvarez. Les coupables doivent être tenus responsables.
- 3) Accorder la demande de recours en amparo et habeas data en cours devant la Cour suprême et formulée par Karapatan pour obtenir une protection juridique.
- 4) Garantir l'intégrité physique et mentale des défenseurs des droits humains aux Philippines.
- 5) Mettre fin à la rhétorique hostile et aux campagnes de diffamation contre les défenseurs des droits humains par les autorités, notamment en mettant fin au «marquage rouge» des défenseurs des droits humains.
- 6) Mettre fin à la criminalisation des défenseurs des droits humains pour leur activisme légitime en faveur des droits humains.
- 7) Abroger la loi antiterroriste.
- 8) Soutenir une enquête internationale et indépendante sur les violations des droits humains aux Philippines, comme recommandé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies.

Enfin, veuillez nous tenir informés des mesures prises pour résoudre ces problèmes.

---

<sup>5</sup> See, for instance, Criminalization of Human Rights Defenders, Report, Inter-American Commission on Human Rights, 2015, available at: <http://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/criminalization2016.pdf>.

Cordialement,



Chris Grove,  
Directeur exécutif

A11 Initiative

Abahali baseMjondolo

Above Ground

Accountability Council

Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH)

ActionAid International

Adalah – The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel

Advocates for International Development (A4ID)

African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)

African Resources Watch (AfreWatch)

Al - Haq

Al-Marsad Golan

Al Mezan Center for human rights

Aliança para Promoção do Desenvolvimento da Comunidade de Hoji Ya Henda (APDCH)

All-Ukrainian Public Organization “Foundation of Medical Law and Bioethics”

Alternative ASEAN Network on Burma (ALTSEAN Burma)

Amnesty International

Arab NGO Network for Development (ANND)

Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)

Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)

Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ)

Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de la Violencia en las Veraces, Maya Achi (ADIVIMA)

Asociación Pro Derechos Humanos

Asociación Q'ukumatz

Association for emancipation, solidarity and equality of women

Association for Law and Advocacy for Pastoralists (ALAPA)

Association for Women's Rights in Development (AWID)

Association Nigérienne de Défense des Droits de l'Homme, Niger (ANDDH)

Association of Environmental Lawyers of Liberia (Green Advocates)  
Association Tunisienne des Femmes Démocrates (AFTD)  
Avocats Sans Frontières  
Awaj Foundation  
Bangladesh Legal Aid & Services Trust (BLAST)  
BAOBAB for Women's Human Rights  
Bretton Woods Project  
Bulgarian Gender Research Foundation  
Canada without poverty  
Center for Constitutional Rights  
Center for Economic and Social Rights (CESR)  
Center for Human Rights and Development in Rwanda (CHRD-Rwanda)  
Center for Human Rights and Environment (CHRE)  
Center for International Environmental Law (CIEL)  
Center for Reproductive Rights (CRR)  
Center for Women's Global Leadership (CWGL) | Rutgers University  
Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO)  
Centre for Applied Legal Studies (CALs)  
Centre for Democracy and Human Rights (CEDEM)  
Centre for Economic Social Cultural Rights In Africa (CESCRA)  
Centre for Equality Rights in Accommodation (CERA)  
Centre for Human Rights and Development - Mongolia (CHRD-Mongolia)  
Centre for the Sustainable use of Natural and Social Resources (CSNR)  
Centro de Archivos y Acceso a la Información Pública (CAinfo)  
Centro de Derechos Economicos y Sociales (CDES)  
Centro de Derechos Humanos | Universidad Diego Portales  
Centro de Derechos y Desarrollo (CEDAL)  
Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)  
Centro Mexicano de Derecho Ambiental (CEMDA)  
Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL)  
Charter Committee on Poverty Issues  
Chiadzwa Community Development Trust  
Child Rights International Network (CRIN)  
Citizen News Service (CNS)  
Collectif des Femmes du Mali (COFEM)  
Collective for Research & Training on Development - Action (CRTD.A)  
Comisión Colombiana de Juristas (CCJ)  
Comision Mexicana de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos (CMDPDH)  
Comité Ambiental en Defensa de la Vida  
Conectas Direitos Humanos  
Confederación Campesina del Perú (CCP)

Consejo de Pueblos Wuxhtaj  
Conservación Investigación y Aprovechamiento de los Recursos Naturales (CIARENA)  
Construons Ensemble le Monde (ONG CEM)  
Coordinadora Andina de Organizaciones Indigenas  
Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CCAJAR)  
Corporate Accountability  
Corporate Responsibility Coalition (CORE)  
Defend Job Philippines  
Dejusticia - Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad  
Desarrollo, Educación Y Cultura Autogestionarios Equipo Pueblo A.C.  
Due Process of Law Foundation (DPLF)  
Dullah Omar Institute | University of the Western Cape  
EarthRights International (ERI)  
Economic and Social Rights Academic Network — UK-Ireland  
Economic and Social Rights Centre (Hakijamii)  
Economic, Social and Cultural Rights Asia (ESCR Asia)  
Egyptian Association for Collective Rights  
Egyptian Center for Civil and Legislative Reform (ECCLR)  
Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR)  
Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)  
Ekta Parishad  
El Centro de Derechos Humanos de la Montaña “Tlachinollan”  
Endorois Welfare Council (EWC)  
EnGendeRights  
Environmental Defender Law Center (EDLC)  
Equis: Justicia para las Mujeres  
Equitable Cambodia  
Escuela Nacional Sindical (ENS)  
Estudio Para La Defensa De Los Derechos De La Mujer (Demus)  
European Anti-Poverty Network (EAPN)  
European Roma Rights Centre  
Federação dos Órgãos de Assistência Social e Educacional  
Federation of women Lawyers - Kenya (FIDA - Kenya  
Femmes Côte d'Ivoire Experience (FCIEX)  
FIAN International  
Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)  
Forum for the Protection of Public Interest (Pro Public)  
Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)  
Foundation for the conservation of the Earth (FOCONE)  
Franciscans International (FI)  
Frente Autentico del Trabajo (FAT)

Front Line Defenders (The International Foundation for the Protection of Human R...  
Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD)  
Fundacion Etnica Internacional (FEI)  
Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables – FUNDEPS  
Fundacion Promocion Humana  
Fundar- Centro de Análisis e Investigación  
Georgian Young Lawyers' Association  
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)  
Habitat International Coalition (HIC)  
Harvard Law School Project on Disability  
Human Dignity  
Human Rights Action  
Human Rights Law Centre (HRLC)  
Human Rights Law Network (HRLN)  
Inclusive Development International (IDI)  
Initiative for Gender Equality and Development in Africa  
Initiative for Social and Economic Rights (ISER)  
Institut Prometheus pour la Démocratie et les Droits Humains (IPDDH)  
Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)  
Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA)  
Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH)  
Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay (IELSUR)  
Instituto de Estudos, Formação e Assessoria em Políticas Sociais (PÓLIS)  
Instituto de Formacion Feminina Integral (IFFI)  
Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir  
Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (ILSA)  
Interamerican Association for Environmental Defense (AIDA)  
International Accountability Project (IAP)  
International Commission of Jurists (ICJ)  
International Federation for Human Rights (FIDH)  
International Human Rights Internship Program  
International Network of Human Rights (RIDH)  
International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAW Asia Pacific)  
Just Associates (JASS)  
Just Fair  
Justiça Global  
Justice Pour Tous (JPT)  
Kairos - The Center for Religions, Rights and Social Justice  
Karapatan  
Kebetkache Women Development & Resource Centre  
Kenya Human Rights Commission (KHRC)



Kenya Land Alliance  
Kituo Cha Sheria (Center for Legal Empowerment)  
Observatoire de la Société Civile Congolaise pour les Minerais de Paix (OSCMP)  
Labour, Health and Human Rights Development Center (LHAHRDEV)  
Law and Society Trust (LST)  
Lawyers for a Democratic Society (MINBYUN)  
Lawyers' Committee for Human Rights (YUCOM)  
Legal Resource Center  
Legal Resources Center - Ghana  
Lok Shakti Abhiyan  
Maison des Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC)  
Manushya Foundation  
Media Mobilizing Project (MMP)  
mines,minerals & PEOPLE (mm&P)  
MiningWatch Canada  
Minority Rights Group International  
Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP)  
Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB)  
Movimiento Unificado Francisco Sánchez-1932 (MUFRAS-32)  
Movimientos Afrocolombiano CIMARRON  
Nairobi Peoples Settlements Network (NPSN)  
Narasha Community Development Groups  
National Center for Advocacy Studies (NCAS)  
Partners for Dignity and Rights (Formerly NESRI)  
National Fisheries Solidarity Organization (NAFSO)  
National Union of Domestic Employees (NUDE)  
Natural Resource Women Platform  
Natural Resources Alliance of Kenya (KeNRA)  
Nazdeek  
Network Movement for Justice and Development (NMJD)  
New Women Foundation (NWF)  
Občan, demokracia a zodpovednosť (CDA)  
Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)  
Observatoire de la Société Civile Congolaise pour les Mineries de Paix  
Observatori DESC - Drets Econòmics Socials i Culturals  
Observatorio Ciudadano (OC)  
Observatorio de Política Social y Derechos Humanos (OPSDH)  
Observatorio de Política Social y Derechos Humanos de INCIDE Social, A.C  
Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)  
Organización Fraternal Negra Hondureña (OFRANEH)  
Otros Mundos AC Chiapas

Pakistan Fisherfolk Forum  
Participation of the Practice of Rights (PPR)  
People's Health Movement  
People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE)  
Phenix Center  
Plataforma Dhesca Brasil  
Posco Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)  
Programa Venezolano de Educacion Accion en Derechos Humanos  
Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR)  
Project on Organizing, Development, Education, and Research (PODER)  
Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (ProDESC)  
Rencontre Pour La Paix Et Les Droits De L'Homme (RPDH)  
Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS)  
Right To Education Initiative (RTE)  
Right to Water Forum in the Arab Region (RWFAR)  
Rights and Accountability in Development (RAID)  
Sahmakum Teang Tnaut (STT)  
Samahan Ng Manggagawang Kaagapy Sa Pag-Unlad  
Samata  
SAPCONE – Turkana People Organization  
Section 27  
Sierra Leone Network on the Right to Food (SiLNoRF)  
Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)  
Social and Economic Rights Action Centre (SERAC)  
Social Rights Advocacy Centre (SRAC)  
Socio-Economic Rights Foundation (SRF)  
Socio-Economic Rights Institute of South Africa (SERI)  
Spaces for Youth Development and Social Change (Spaces For Change) (S4C)  
STAR Kampuchea  
Sustainable Development Foundation (SDF)  
Tamkeen Fields for Aid  
Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' Centre for Policy Research and Education)  
Terra de Direitos  
Thailand Burma Border Consortium (TBBC)  
The Democracy & Workers' Rights Center in Palestine (DWRC)  
The Democracy Center  
The Jus Semper Global Alliance  
The Program on Human Rights and the Global Economy (PHRGE) at Northeastern University  
School of Law  
The Syrian Legal Development Programme (SLDP)  
Tierraviva a los Pueblos Indigenas del Chaco

Unión de Trabajadoras Afrodescendientes del Servicio Doméstico - UTRASD

United Sisterhood Alliance

Video Volunteers (VV)

WITNESS

Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust (WLSA)

Women in Law and Development in Africa (WiLDAF)

Women's Economic Agenda Project (WEAP)

Women's Rehabilitation Center (WOREC)

World Forum of Fisher People (WFFP)

World Organisation Against Torture (OMCT)

Zi Teng

Zimbabwe Environmental Law Association (ZELA)

Zimbabwe Women Lawyers Association

Alicia Ely Yamin

Anna Cody

Abdoul Aziz Niang

Adams Aswani

Alison Symington

Ayman Bardawil

D.J. Ravindran

Danwood M Chirwa

David Kinley

Deborah Ewing

Dolamohan Singh Babu

Evelyne Schmid

Ganesh Devi

Ge Mingzhen

George Kent

Ingrid Gorre

Jacques Tshibwabwa Kuditshini

Julieta Rossi

K'nyaw Paw

Malcolm Langford

Mario Efraín Melo

Maureen Meyer

Murielle Mignot

Mrs. Patricia Ramírez Parra

Paulina Garzon

Raju Prasad Chapagai

Pemii Benedict

Rodrigo Bustos Bottai

Sarmila Shrestha  
Suad Elias  
Tara Melish  
Tyler Giannini  
Vincent Calderhead  
Yves Lador  
Mary Jane Real  
Robert Robertson  
Claire Mahon  
Maria Herminia Graterol Garrido  
Lisa Pusey  
Tessa Kahn  
Rasha Jarhum  
Jackie Dugard  
Lillian Chenwi  
Alison Gita Aggarwal  
Aoife Nolan  
Luis Vittor  
Charlene May  
Areli Sandoval Terán  
Melania Chiponda  
Ana Lucía Maya Aguirre